

2015-12-18

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Communication en matière de politique monétaire dans le sillage de la grande récession

(Article pour la Revue économique du mois de décembre 2015)

La transparence et l'ouverture des banques centrales ont pris un nouvel élan dans le sillage de la grande récession. La lisibilité de la communication sur la politique monétaire de la BCE ne semble avoir souffert ni de la complexité de l'environnement économique ni de celle de ses décisions, mais les marges de progression apparaissent encore substantielles.

« Dans les limites de son mandat, la BCE est prête à faire tout ce qu'il faudra pour préserver l'euro. Et croyez-moi, ce sera suffisant ». Ces petites phrases prononcées par Mario Draghi, président de la BCE, le 26 juillet 2012 à Londres ont marqué un tournant dans la crise de la dette publique à laquelle la zone euro était confrontée depuis le début de 2010. La dissipation des tensions financières qui s'en est suivie illustre à merveille le poids des mots dans la conduite actuelle de la politique monétaire.

De nos jours, les banquiers centraux un peu partout sur la planète mettent un point d'honneur à s'expliquer et à bien se faire comprendre. La communication a été érigée au rang d'instrument de la politique monétaire, à l'efficacité de laquelle elle participe grandement. Elle est en outre perçue comme une responsabilité démocratique de la banque centrale, qui s'est vu confier un mandat précis et bénéficie d'une grande indépendance pour y satisfaire.

La transparence et l'ouverture des banques centrales en matière de politique monétaire ne datent pas d'hier, mais elles ont pris un nouvel élan ces dernières années, dans la foulée de la grande récession. Dans ce contexte, l'article s'attache à synthétiser les dernières initiatives en matière de communication de la Réserve fédérale, de la Banque du Japon, de la Banque d'Angleterre et, plus particulièrement, de l'Eurosystème. Il s'intéresse en outre à un aspect parfois occulté, mais non moins important, de la communication des banques centrales, à savoir son accessibilité.

Il en ressort que la crise économique et financière amorcée en 2008 a donné lieu non seulement à une utilisation plus intensive des outils existants, mais également au développement de nouveaux moyens de communication. En outre, elle est à l'origine d'une véritable révolution dans l'usage de la communication en tant qu'instrument de la politique monétaire. Enfin, elle a indiscutablement induit une convergence plus étroite des manières dont les banques centrales conduisent la politique monétaire et, partant, communiquent à son sujet. Parmi les événements marquants, figurent en particulier les annonces, par la Réserve fédérale et par la Banque du Japon, d'un objectif chiffré de 2 % en matière d'inflation, ainsi que la décision du Conseil des gouverneurs de la BCE de publier, à compter de janvier 2015, des comptes rendus de ses délibérations de politique monétaire.

À l'exception du cas de la Réserve fédérale, il semble que la lisibilité des déclarations des comités de politique monétaire n'ait souffert ni de la complexité de l'environnement économique ni de celle des décisions de politique monétaire au cours de la période récente. Tant la communication de la Banque du Japon que celle de l'Eurosystème auraient même quelque peu gagné en clarté ces dernières années. Une politique bien comprise et correctement anticipée étant à la base d'une politique responsable et efficace, ces développements sont rassurants.

Les déclarations de politique monétaire ne sont toutefois pas pour autant aujourd'hui à la portée de tout un chacun, et les marges conduisant à une plus grande lisibilité semblent encore considérables. S'agissant du Conseil des gouverneurs de la BCE, il ressort en effet, sur la base de l'indice Flesch-Kincaid, que le nombre d'années d'études nécessaires pour comprendre sans difficulté les déclarations introductives s'élève à 14 en moyenne depuis 2012. Bien que cela représente deux années de moins que sur la période 2006-2007, cela reste nettement supérieur au niveau moyen d'années d'études de la population, qui s'élevait dans la zone euro à 11,2 en 2012. À titre de comparaison, il est intéressant de noter que le dernier discours sur l'état de l'Union prononcé par le président américain Barack Obama en janvier 2015 a pour sa part obtenu un score de 9,3 sur l'indice Flesch-Kincaid.